

**La démocratie algérienne à l'épreuve de l'Islam et de la laïcité.**  
**« Enquête sur les représentations des étudiants sur le rapport de**  
**l'Islam à la politique »**

**Mohamed BENALI,**

Maître de conférences en Sociologie.

Université d'Oran

لقد أثبتت التجربة الجزائرية عبر مسارها التاريخي القديم و الجديد انه كلما طرحت قضية التنمية بين النخب تجلي الإشكال الحتمي المتعلق بعلاقة المجال الديني بالمجال الأخرى ، وتصبح العلاقة بين السياسة و الدين بين مد و جزر. لكن تاريخيا تعايشت العلمانية مع الدين التقليدي على أساس الفصل بين السلطات. لكن في ظل تبني الديمقراطية بشكلها الأفقي تشكلت رؤيتين إيديولوجيتين منها ما يجعل القيم الدينية أساسا لإعادة تشكيل شمولي للمجتمع و أخرى تطرح العلمانية كمرجعية وحيدة للنهضة. إنهما يتقاسمان الإقصاء.

لقد أثبتت التجربة الجزائرية أن الديمقراطية لم تكن وليدة مطلب اجتماعي بل كانت وصفاً إنعاش لواقع متأزم، وبالتالي لم تكن تحمل أي عنوان أو أية رؤية مستقبلية .

إن طلابنا اليوم يجهلون مقاصد العلمانية، لكنهم يؤمنون بالديمقراطية و بالحدثة الجزئية ويرفضون استخدام العقائد أو الثقافات لإغراض حزبية ضيقة ناهيك عن رفضهم استخدام العنف للوصول إلى السلطة، وكذلك يرفضون إقصاء الدين لصالح العلمانية أو إقصاء العلمانية كمشروع تحديثي لصالح أي دين بحجة قيام دولة ثيوقراطية

**Introduction.**

Michel Malherbe note que « *les seules époques ou l'humanité a progressé sont celles ou existaient une certaine organisation, un minimum d'ordre et d'acceptation de cette ordre par le peuple. Sur ce plan, les Religions, parce qu'elles recommandent l'observation d'une morale, sont incontestablement un élément stabilisateur des sociétés.* (M. Malherbe . 1990 : p318)

Tout le monde s'accorde aussi pour dire que toutes les sociétés humaines ont fondé des pouvoirs politiques à la base d'une religion

quelconque. Celle-ci faisait partie du dispositif d'hégémonie et de souveraineté des nations. C'est après l'avènement des siècles des lumières qu'à commencer à parler de la séparation du culte de la politique.

Le concept de démocratie, figure première de la modernité, a été introduit dans le monde musulman à la fin du XIXème siècle, par l'intermédiaire de l'Elite moderniste fidèle à la culture européenne. Le vrai défi des sociétés musulmanes, c'est la transition de la tradition à la modernité politique, ou encore, la recherche d'un certain rapport entre Islam et démocratie. Le vrai débat d'aujourd'hui, après la montée de la mouvance islamiste est de se demander si l'islam peut s'approprier, accepter ou tolérer, la démocratie dans sa version occidentale libérale ou encore s'il peut inventer son propre modèle, modèle basé sur le conformisme religieux adapté à la réalité moderne. Le modèle ou se conjugue l'authenticité et la modernité.

En Algérie, comme dans le monde arabe, l'idéologie de la modernisation tend à réconcilier traditions locales et valeurs modernes sans autant vouloir débattre ouvertement et publiquement la question de la laïcité. Les expériences politiques de la majorité des pays arabes, pratiquent la séparation de fait des pouvoirs spirituels et temporels. Pour légitimer la sécularisation, une interprétation religieuse est nécessaire pour réussir le processus de rénovation/modernisation. Les pouvoirs politiques arabes les plus laïcs ne manquent pas de faire référence à l'Islam pour légitimer leurs politiques, qu'il s'agisse des conflits avec des pays étrangers, des transformations politiques et sociales, voire même de l'application des politiques économiques, libérales ou socialistes.

### **1/ la démocratie, une construction historique européenne.**

Dans la littérature occidentale, la démocratie est souvent liée à la laïcité. Renée Renon est affirmatif à ce sujet : « *La laïcité est inséparable de la démocratie* ». (R.Renon. 1990 : P 128).

Ce n'est pas toujours évident, car, dans la réalité on peut construire des démocraties en dehors de la laïcité (cas de l'Angleterre et le Danemark), et inversement, la laïcité peut exister sans démocratie véritable (cas du Mexique et de la Turquie). (M. Barbier . 1995 : P 75). Concernant la définition de la démocratie, le dictionnaire des sciences humaines, nous propose la version suivante : « *Qui dit démocratie pense au gouvernement direct du peuple par le peuple, l'étymologie ne dit*

*pas autre chose (en grec, Dûnos signifie le peuple, Kra tos le pouvoir) ». (F. Dortier. 2004 : P 137).*

C'est dans le cadre de l'Etat-Nation que les démocraties européennes ont pu se développer en adoptant et concrétisant les valeurs du libéralisme économique et politique : avec un mode de vie fondé uniquement sur le travail, la concurrence, le confort matériel, le privilège de classe, le respect des libertés individuelles, de la réflexion et du choix personnels, traitement égalitaire des citoyens de la part d'un Etat neutre et impartial, élections libres dans un climat de pluralisme. Aujourd'hui, ces valeurs humanistes sont largement acceptées.

La démocratie telle qu'elle se présente aujourd'hui pour certaines élites algériennes, est conçue et adaptée selon la culture occidentale libérale, elle ne peut survivre que dans des conditions bien appropriées, à savoir, les valeurs sociales, politiques et économiques de type occidental. Les pays arabes, selon ses principes fondamentaux, sont loin d'être classés parmi les nations démocratiques, bien que certains pays, sont dotés de certaines institutions démocratiques et tolèrent le pluralisme politique. Certaines expériences politiques ont montré plutôt que le pluralisme n'est pas synonyme d'alternance du pouvoir et élection libre avec égalité des chances (le cas de l'Égypte, la Lybie), mais, plutôt un pseudo-pluralisme qui contribue davantage au renforcement des pouvoirs en place.

A priori, la démocratie comme œuvre humaine, ne peut se construire qu'au détriment des régimes fondés sur le droit divin. Les deux principales faces de la démocratie, c'est bien la souveraineté du peuple et les droits de l'homme. C'est aussi, la possibilité des gouvernés de choisir leurs gouvernants. Ce qui suppose une conscience d'appartenance à la société politique dépendant à son tour de l'intégration politique du pays.

## **2/ La démocratie sur mesure « semi-confessionnelle et semi libérale. « Le cas algérien ».**

La plupart des États du monde musulman contemporain, se sont construits au cours du XXe siècle, sur une légitimité nationale et modernisatrice, où prédominait l'élément laïc (visible en particulier dans les législations sur le statut personnel. L'Islam traditionnel (*populaire*) a prouvé son adaptation avec les valeurs universelles de façon harmonieuse, telles que la laïcité, pis encore, son alliance

historique avec les pouvoirs en place, de natures et couleurs politiques différentes (socialisme, libéralisme, nationalisme etc.).

A partir des années 1970, tous les États musulmans ont connu le syndrome islamiste porteur d'une idéologie de « **retour** » de l'islam. Il a pris deux formes : d'une part, la contestation politique islamiste, prônant la mise en place d'un État véritablement islamique en utilisant des formes violentes pour accéder au pouvoir, et d'autre part, un mouvement de réislamisation par le bas, mené par des milieux conservateurs, comme les Ulémas, sans nécessairement remettre en cause les régimes en place.

L'expérience algérienne de démocratie, à partir de 1990, a connu l'émergence de deux effets pervers :

1/ Une vision exprimant l'authenticité de la société (*retour aux sources*) sur la base d'un principe fondamental de la Charia, la souveraineté ne peut venir que de Dieu et non des Hommes. Et du moment que la démocratie définit la souveraineté comme venant du peuple, l'islam serait donc par essence hostile à la démocratie occidentale. Sachant que nul part dans le Coran n'est prescrit que Dieu a promis une entité politique quelconque aux croyants. Cette démocratie, sévèrement critiquée, Mais, elle demeure le choix incontournable pour accéder au pouvoir.

2/L'autre vision est d'une portée laïco-moderniste voulant soumettre le pays aux valeurs occidentales, ou la modernité constitue un véritable basculement sociétal fondé sur l'opposition société traditionnelle à caractère religieux à la société moderne. Leur philosophie repose essentiellement sur les principes clés : La raison, la liberté, l'individu, le progrès, et l'égalité.

Les deux thèses posent le problème de l'Algérie, sous l'angle d'une redéfinition de l'identité culturelle algérienne, comme si tous les problèmes seront solutionnés une fois que cette question est résolue ! La divergence entre les deux approches n'est pas uniquement politique, elle est plutôt philosophique, culturelle et idéologique. Les laïco-démocrates, souvent représentée par les intellectuels francophilo-berbéristes prétendant incarnés la vraie démocratie, dont la laïcité constitue la pierre angulaire de leur mouvement, et accusent la partie adverse de mouvement anti-démocratique, et de vouloir ramener le pays au moyen âge.

Dans ce climat de tension entre les deux cas de figure idéologiques extrémistes, le pouvoir politique algérien et ses intellectuels traditionnels et modernistes modérés se sont montrés comme toujours détenir des solutions intermédiaires en développant une théorie du mixage entre l'authenticité et modernité. Le bien fondé de cette approche repose sur le principe du refus catégorique de toute sacralisation du passé. Elle vise, selon une idéologie de consensus, à reconstruire l'image de l'Algérie de demain, à travers une démarche réformiste et laico-moderniste à la fois, stipulant la conservation du patrimoine de la nation en épousant consentement certaines valeurs du temps moderne. Cette vision ne peut engendrer qu'une démocratie semi-libérale à caractère semi-confessionnel.

### **3/ La démocratie vue par les étudiants algériens d'aujourd'hui.**

L'étude empirique que nous avons menée sur les étudiants, par le biais des entretiens semi-directifs, sur le rapport religion/ politique dans la société algérienne d'aujourd'hui à vocation démocratique, nous a révélé trois configurations distinctes, symbolisant dans l'essentiel des choix divergents de société.

La majorité des étudiants algériens ignorent la laïcité, sa définition, sa fonction sociale et sa finalité politique. Ils sont presque unanimes que la laïcité est synonyme de l'athéisme et du matérialisme communiste. (Soit une proportion de **92%**). Pour eux, Islam et politique peuvent faire un bon ménage, soit **60%** des sujets interrogés de sexes confondus. « *La laïcité est un produit du conflit historique entre les croyants catholiques et les Athées (philosophes des lumières), les premiers représentaient l'obscurantisme et les seconds représentaient la science ; et finalement la science qui a triomphé sur l'ignorance. Alors, ce n'est pas le cas chez nous ou l'islam n'a jamais été obscurantiste et les vrais savants de l'islam étaient religieux.* »

#### ***Étudiante en génie civile, 4<sup>e</sup> année.***

Les **40%** restantes soutiennent l'idée considérant que la politique a toujours exploité la religion pour se servir des intérêts individuels ou de classes. Bien que la grande proportion des sujets développe une attitude syncrétique ou conciliatrice entre la religion et de la politique. Ils sont réticents à considérer de façon absolue que la religion peut être à la base d'un projet de société dans l'immédiat, dans l'état actuel des choses. Ce qui est pressenti chez la majorité des sujets, c'est bien leur incapacité d'établir une corrélation rationnelle entre Islam comme

religion divine et Islam historique, pratiqué dans le temps et dans l'espace, dans des conjonctures de victoire et de déception.

C'est à travers les représentations des étudiants sur la démocratie comme choix politique prospère pour l'avenir de l'Algérie, que nous avons appris qu'ils sont perplexes vis-à-vis de son contenu doctrinal et de sa finalité sociale et culturelle, ou la religion constitue à leurs yeux un paramètre symbolique non négligeable. On peut cependant classer leurs attitudes selon trois approches :

- 1/ **L'approche culturaliste.**
- 2/ **L'approche conciliatrice.**
- 3/ **L'approche hostile à la démocratie.**

1/ **L'approche « culturaliste »**, Bien que l'enquête a révélé un taux impressionnant des étudiants en faveur de l'application du régime démocratique de type libéral en Algérie, (soit **60%**). Cette attitude est conditionnée par l'intégration de la démocratie dans les valeurs sociales et culturelles du pays. La démocratie est conçue comme le seul système politique garantissant la réussite de toute entreprise de développement. L'ère du totalitarisme et le despotisme est révolu. Mais, ces étudiants refusent de prendre cette démocratie comme un produit clé en main, les expériences précédentes ont montré que toute tentative de ce genre est vouée à l'échec. La démocratie susceptible de réussir, est celle qui traduit les spécificités culturelles de chaque pays. Cette thèse est souvent défendue par les nationalistes algériens.

*« La démocratie, si elle est le moyen pacifiste pour avoir le pouvoir, c'est idéal pour nous tous, et pour tout le monde arabe. Il est temps de s'entendre sur quelque chose. La démocratie en Europe a montré ses qualités et ses résultats ; pourquoi ne pas essayer ; l'essentiel qu'elle ne se contredit pas avec nos propres valeurs. On ne veut pas aussi être des suivistes jusqu'au bout, parce qu'elle ne se défini pas comme une science ».*

**Étudiante en sociologie, 4<sup>e</sup> année.**

2/ **L'approche « conciliatrice »**, ses partisans (représentant **20%**), sont conscients que toute adoption d'une valeur étrangère à l'islam est vouée à l'échec. Il s'agit d'islamiser la démocratie occidentale, ou bien démocratiser simplement l'Islam, le rendre plus adapter avec les exigences du temps moderne. Cette approche est soutenue et défendue par les réformistes musulmans dans le monde arabe depuis

le début du 20<sup>e</sup> siècle. Les défenseurs de la «compatibilité» aspirent à un système politique démocratique dont la légitimité islamique permettrait de préserver la dimension éthique et spirituelle provenant de l'Islam. La démocratie ne pourra s'épanouir que lorsqu'elle soit en conformité avec la réalité algérienne et tiendra compte de la spécificité de chaque nation.

Voilà comment le pouvoir doit être défini par un étudiant de Médecine :

*«Le pouvoir doit être associé à la religion. C'est la règle générale indiscutable. Ce que nous refusons, c'est la démocratie laïque sans aucune spiritualité. L'occident veut laïciser la démocratie et nous nous voulons l'islamiser, c'est notre droit. L'Islam n'est pas contre la démocratie sur certain principe, comme les libertés, le suffrage universel, l'alternance du pouvoir etc. Ce que nous rejetons, c'est le fait de nous dicter un modèle précis de démocratie, qui n'est pas forcément le meilleur pour nous.»*

***Étudiant en civilisation islamique, 4<sup>e</sup> année.***

**3/ L'approche « hostile à la démocratie »**, L'idée que l'Islam n'a pas besoin de la laïcité est déjà développée par des éminents penseurs arabes contemporains, tels que Hassan Hanafi et Mohamed Abed Al-djabiri. «L'Islam étant lui-même laïc» dans son essence, n'avait pas besoin d'une laïcité importée de l'occident» ainsi déclare Hassan Hanafi. (In, Abdou Fillali-Ansary. 1999 : p 104).

L'hostilité envers la démocratie s'est manifestée comme attitude pervers dans notre présente investigation, car, elle ne présente que 20% des sujets. Cette attitude est basée essentiellement sur le principe que «L'Islam est la solution», et tout ce qui provient de l'occident ne peut pas être bénéfique aux musulmans. La démocratie serait donc sans utilité, du moment que l'Islam est un système social juste et égalitaire. Mais quant il s'agit des moyens à utiliser pour conquérir le pouvoir, cette catégorie d'étudiant se montre singulière, en privilégiant les voies démocratiques, tout en rejetant catégoriquement la violence, car l'expérience algérienne a montré que le chemin de la violence est désormais sans issue.

*«La séparation entre religion et politique est impensable en Algérie. A travers l'histoire, l'Islam a été toujours mêlé à la politique. On a la Choura, d'inspiration divine et ne pourra jamais être remplacée par un système*

*d'organisation d'inspiration humaine. Il y a une règle à respecter : Il faut que la politique émane de la religion. Mais je refuse aussi qu'on utilise la mobilisation religieuse d'autrefois pour prendre le pouvoir. »*

**Étudiant en philosophie, 4<sup>e</sup> année, 24 ans.**

**Conclusion.**

Il est à constater que les jeunes d'aujourd'hui sont marqués par la décennie noire (1990-2000), connue par la violence, la terreur et les rivalités de tout genre surtout celles qui concernent le modèle de la société algérienne d'aujourd'hui et de ses valeurs. . Les séquelles de cette période sont apparentes sur leurs comportements, leurs visions et leurs choix.

A cause de la complexité des rapports entre les différentes sensibilités culturelles et politiques en Algérie, le pouvoir politique s'est trouvé contraint de conjuguer deux alternatives selon une vision syncrétique entre ce qu'il y a de meilleurs dans la culture islamique et de meilleurs dans la culture occidentale libérale de façon cohérente , harmonieuse et sans aucun conflit. A travers cette dite « démocratie », le pouvoir politique s'est reconstitué autrement, mais toujours dans la continuité des valeurs d'autrefois. Le schéma est clair, tout doit se croiser avec la religion. Jadis, elle était associée au socialisme, pour se démarquer des communistes, et maintenant, on islamise la démocratie pour se démarquer des expériences libérales.

En conséquence, les étudiants d'aujourd'hui, en qualité d'acteurs du processus de développement, censés refléter le visage moderne de l'Algérie de demain, se trouvèrent dominer par une vision traditionnelle de la modernité, à vocation semi-libérale sur le plan économique et social et laïco-islamique sur le rapport de l'Islam à la politique.

Bien que la dimension spirituelle soit une donnée essentielle dans le processus de construction de la société de demain, les étudiants d'aujourd'hui développent une attitude religieuse du « **Juste milieu** », loin de toute forme de radicalisme pu et dur. Cette conception s'aligne sur le fond à l'Islam officiel de tendance laïco-réformiste. Ce qui ressort de cette présente étude, c'est bel et bien la fascination des étudiants aux valeurs de la modernité, en l'occurrence la démocratie d'une part, et d'autre part, leur attachement aux valeurs de la société. Ils rejettent par ailleurs, en bloc toute forme d'instrumentalisation de certaines valeurs pour des besoins purement



politiques .Ils Condamnent surtout toute politique d'exclusion de la religion au profit de la politique pour un éventuel Etat laïc, ou l'exclusion de la laïcité au profit de la religion pour une éventuelle société théocratique.

Le sociologue Burhan Ghalioun, propose des lignes de conduite pour les arabes, ayant l'intention d'adopter la démocratie dans sa forme et contenu réelles, en soulignant : « *pour que la démocratie puissent trouver un terrain propice dans le monde arabe, des taches fondamentales restent à accomplir tout d'abord réussir la rénovation des mentalités, donner l'impulsion à l'élan créateur et inventif des intellectuels et des responsables politiques. Ils doivent sortir aussi rapidement que possible des oppositions démobilisateurs et appauvrissantes injustement créés, entre le passé et le présent, le patrimoine et la modernité, la religion et la science, et dépasser la dialectique de la négation mutuelle, de l'antagonisme destructeur établi entre le moi-arabe ou musulman et l'autre-étranger, la spécificité et l'universalité* ». (B.Ghalioun. 1991 : P 151).

### **Bibliographie.**

- 1/ Abbou Fillali-Ansarieh. (1999).L'Islam est –il hostile à la laïcité ? : Sindbad.
- 2/ Addi.H. (1990).L'impasse du populisme : ENAL.
- 3/ Arkoun. M. (1991). De l'Islam à l'Islamisme, de la religion à l'idéologie, in L'Etat du Maghreb, sous la direction Camilles et Yves Lacoste : la Découverte.
- 4/ Barbier. M. (1995).La laïcité : L'Harmattan.
- 5/ Bencheikh.G. (1994). « Les obstacles au processus de démocratisation en Algérie ». In Sous la direction Robert.P. Baduel. L'Algérie incertaine. Paris : Edissud.
- 6/ Bencheikh.G.( 2005).La laïcité face à l'Islam : Presse de la renaissance.
- 7/ Dictionnaire des sciences sociales, sous la direction de François Dortier, éd. Sciences humaines, Paris, 2004.
- 8/ Ghalioun.B. (1991).Le malaise arabe, l'Etat contre nation : La découverte.
- 9/ Malherbe.M. (1990).les religions de l'humanité : Ed. Hachette/pluriel.